« Paris Match »

Education

Hollande à la recherche de nouvelles idées

François Hollande à l'Elysée le 11 décembre. © Ian Langsdon / Pool / Reuters
Le 29 janvier 2015 | Mise à jour le 30 janvier 2015
Mariana Grépinet

Pour préparer sa conférence de presse du 5 février, le chef de l'Etat a passé sa journée à consulter acteurs de l'éducation, élus de banlieue et association.

Neufs directeurs d'écoles, chefs d'établissement, recteurs venant de Roubaix, Lyon, Marseille, Créteil, Paris, huit maires et élus de banlieue, onze représentants d'associations engagées dans l'éducation populaire et sept intellectuels ont été reçu ce jeudi 29 janvier à l'Elysée. Soit 35 personnes en une journée. Le chef de l'Etat voulait trouver des idées pour les annonces fortes prévues lors de sa conférence de presse du 5 février. Il souhaite tenter d'apporter des réponses aux questions soulevées par les événements du 7 janvier et faire vivre « l'esprit du 11 janvier ».

Dans la cour du Palais, les directeurs d'écoles, à la sortie de leur 2h30 d'entretien le matin avec lui, n'ont pas souhaité s'exprimer. Remerciant seulement François Hollande pour ce rendez-vous « constructif », « franc » et « enrichissant ». Les élus de banlieue, à la sortie de leur long déjeuner, les élus ont décrit « une discussion franche, sans animosité mais en allant au fond des choses », d'après Stéphane Beaudet, maire UMP de Courcouronnes. Lors du tour de table où chacun des participants a exposé ses idées et la situation dans sa ville ou son département, il a raconté comment il avait mis en place et payé pour les enseignants de sa commune « une formation sur la gestion de crise » : « il s'est trouvé que la meilleure amie de l'enseignante assassinée à Albi en juillet dernier travaillait dans une école de ma Courcouronnes et quelques jours avant la directrice d'un autre établissement avait été agressée, il fallait faire quelque chose… ». Aujourd'hui, dit l'élu « au lieu de mettre une claque à l'enfant, les parents la mettent à l'enseignant ; gérer cela, ça s'apprend ». Il a tenu aussi à souligner, face à un chef de l'Etat accompagné de plusieurs conseillés dont Bernard Poignant, l'ex-maire de Quimper et Vincent Feltesse, en charge des relations avec les élus, que l'espérance de vie dans les quartiers populaires étaient plus faible de deux à trois ans par rapport à la moyenne nationale. Pour faire face à la désertification médicale, Stéphane Beaudet a investi deux millions d'euros pour créer une maison pluridisciplinaire de santé de 400m2 qui devrait voir le jour d'ici mi-2016.

La sanctuarisation des moyens demandée

Dépassant les clivages politiques, tous les élus ont tous réclamé la sanctuarisation des moyens. « Une de nos plus grandes difficultés, c'est qu'avec l'alternance, les politiques changent tout le temps et les règles du jeu sont parfois modifiées avant même qu'on les ait mises en place », regrette Philippe Rio, maire PC de Grigny, ville où Amedy Coulibaly, le terroriste de l'Hyper Cacher a grandi. Auteur d'un « Manifeste de la République pour tous », il a rappelé à François Hollande qu'à Grigny, 50 % des élèves sortent du système scolaire sans diplôme et que les 250 élèves de maternelle et de primaire qui ont besoin d'être suivis pour des troubles du langage doivent attendre plus d'un an avant de pouvoir être suivi par un orthophoniste. « Dans les 5 ans je veux être dans la moyenne nationale », réclame Philippe Rio. Et de s'interroger : « Comment croire en la République quand Pôle emploi refuse de s'implanter dans la ville et que la Poste a baissé le rideau ? ». Il réclame également la création d'un commissariat qui n'existe toujours pas « après 15 ans de combats locaux ».

Tous les élus ont parlé le même langage

Quelle que soit leur origine géographique ou politique, les élus ont parlé le même langage. Les édiles ont évoqué les « stratégies de peuplement ». « Avec la loi Dalo (Droit au logement opposable), les populations les plus fragiles continuent d'arriver dans nos quartiers », lâche François Pupponi, député-maire PS de Sarcelles. « Les maires des autres villes nous envoient les familles en difficulté », abonde Hélène Geoffroy, députée maire PS de Vaulx-en-Velin. Ces élus se sentent considérés comme « des spécialistes de la misère ». Stéphane Beaudet : « On est condamné à gérer tout ceux qu'on nous envoie, que ce soit le Dalo, les réglementations, les bailleurs, l'Etat, bref, le système… » La mise sous tutelle des quartiers sensibles réclamées par le député socialiste et ancien président de SOS Racisme Malek Boutih ? « C'est hors sujet », tranche François Pupponi qui considère en revanche que les préfets peuvent imposer aux mairies qui ne le font pas de jouer le jeu de la mixité sociale. « On veut aussi que les familles qui s'en sortent restent chez nous » réclame Hélène Geoffroy. Les élus ont fait remarquer à François Hollande que lorsqu'une famille de quartier populaire va mieux, elle met moins de 18 mois à quitter le quartier et est ensuite remplacée par une famille qui va encore moins bien…

L'école fut aussi au centre des débats. Les élus locaux veulent rendre leurs établissements à nouveau attractifs. Philippe Rio, de Grigny, plaide pour des primes de fidélisation des enseignants afin de consolider les équipes présentes sur un territoire. Hélène Geoffroy, elle, réclame un « plan école au sens large » comprenant entre autres la rénovation des bâtiments et le retour des fédérations de parents d'élèves en banlieue. Elle a aussi parlé « histoire et mémoire partagée » au président de la République. Et invité le Premier ministre qui avait parlé d' « apartheid territorial, social, ethnique » dans certains quartiers, à venir assister aux commémorations du 8-mai dans sa commune.

S'ils ont eu l'impression d'être écoutés par François Hollande, les élus attendent de voir comment cela se traduira dans les actes. « Ces consultations, c'est aussi de la communication », estime l'UMP Stéphane Baudet qui a relevé que l'équipe gouvernementale a rendu public ces rendez-vous peu de temps après la publication des résultats du chômage.